

**EXTENSION DE LA ZA DE KERMARQUER
SUR LA COMMUNE DE LA TRINITÉ SUR MER**

AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

**DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE
ENVIRONNEMENTALE PRÉALABLE
À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

12. DÉLIBÉRATIONS

**Communauté de Communes
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE**

DELIBERATION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 10 JUILLET 2015

N° 2015DB/17 – Feuille 1

Date de convocation : 2 juillet 2015

Membres en exercice : 24

Présents : 19

Votants : 21

**Projet d'extension du PA de Kermarquer
sur la Commune de LA TRINITE SUR MER
Lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP)**

L'an deux mille quinze, le dix juillet à dix heures, le Bureau communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, au siège de la Communauté de communes à Auray.

Etaient présents :

ALLAIN Ronan, AUDIC Annie, DEVOIS Marie-Claude, GASTINE Roland, GOASMAT Bruno, GUEZET Jean François, HILLIET Bernard, KERVADEC Jessica, LE CALVE Pascal, LE DUVEHAT Laurence, LE PORT-HELLEC Lénaïck, LE RAY Philippe, MAJOU Jean-Maurice, PIERRE Gérard, RIGUIDEL Dominique, RIO Aurélie, ROBELET Fabrice, THOMAS Monique, VALLEIN Franck.

Absents excusés : DESJARDINS Bernadette, HERCEND Guy, JEANNOT Michel.

Absent ayant donné pouvoir : CHIFFOLEAU Jean-Luc à THOMAS Monique, VIELVOYE Andrée à LE RAY Philippe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 123-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment l'article L. 110-1 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique tels qu'approuvés par Monsieur le Préfet du Morbihan dans son arrêté du 17 février 2015, et notamment son annexe 1 listant les parcs d'activités d'intérêt communautaire ;

N° 2015DB/17 – Feuillet 2

Vu la délibération n°2014DC/61 du Conseil communautaire en date du 25 avril 2014, déléguant aux membres du Bureau communautaire la prise de toutes les mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouverture d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier ;

Vu la délibération n°2015DC/046 du Conseil communautaire en date du 6 juin 2015 présentant le projet d'extension du Parc d'Activités de Kermarquer ;

CONSIDERANT :

- que, par décision du Président en date du 9 janvier 2013, la Communauté de communes de la Côte des Mégalithes a confié la réalisation d'un schéma directeur de ses parcs d'activités et des études pré-opérationnelles pour les parcs de Kermarquer et du Plasker à un groupement (ARCET, Horizons et Paysages, Pravidex, Siteum, Minier). Ces études ont été conclues en décembre 2013 ;
- que, conformément à l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bretagne en date du 23 janvier 2014, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact ;
- que cette opération permettra l'accueil de nouvelles entreprises, l'extension d'activités existantes sur le Parc, la valorisation des atouts de l'économie nautique locale et le développement des activités dédiées à l'artisanat, au commerce et aux services. La bonne fin de cette opération nécessite que la Communauté de communes soit propriétaire de l'ensemble des parcelles nécessaires au projet ;
- que l'aménagement des extensions du Parc d'Activités de Kermarquer, qui représentent une superficie de 9,81 hectares, s'articule autour de quatre principes majeurs :
 - Créer des « villages » d'activités à vocation identifiée : artisanat (secteur nord), activités nautiques (secteur sud - plateforme portuaire), activités tertiaires (est) et services (ouest) ;
 - Assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
 - Assurer un maillage dense de liaisons douces ;
 - Intégrer les extensions dans leur environnement naturel ;
- que les acquisitions foncières sont désormais nécessaires pour poursuivre la démarche. La Société d'Economie Mixte EADM a recensé l'ensemble des propriétaires concernés par les quatre extensions et engagé des négociations ;
- qu'afin de se donner les moyens de maîtriser les acquisitions foncières pour ce projet, il convient de soumettre à enquête publique environnementale, préalable à la déclaration d'utilité publique, ce dossier, ainsi que de recourir si besoin à une ou des enquêtes parcellaires et à la procédure de fixation judiciaire des indemnités ;
- qu'il appartient au bureau, dans le cadre des délégations que lui a confiées le Conseil communautaire, de procéder aux formalités relatives au lancement de l'enquête publique ;

N° 2015DB/17 – Feuille 3

- que toutes les pièces nécessaires à la compréhension du dossier ont été mises à disposition des membres du Bureau communautaire :

· Le 4 juin 2015 avec la transmission sous forme papier du résumé non technique de l'étude d'impact au titre des articles L. 122-1 à L. 122-3 du Code de l'environnement,

· Le 5 juin 2015 avec la transmission sous forme électronique de l'ensemble du dossier c'est-à-dire :

- 1- textes qui régissent l'enquête
- 2- notice explicative
- 3- Plan de situation
- 4- plan délimitant les immeubles à acquérir ou acquis nécessaires au projet
- 5- plan général des travaux (plan bassin de rétention, plan réseau d'électricité, plan réseau eaux usées, plan réseau éclairage public, plan réseau télécommunication, plan réseaux AEP)
- 6- Principales caractéristiques des ouvrages les plus importants
- 7- Appréciation sommaire des dépenses - évaluation sommaire et globale
- 8- Etude d'impact (Annexes_29_05_2015, EI-29-05-2015, Résumé non technique 29 05 2015 envoyé sous format papier)
- 9- avis émis sur le projet
- 10- Bilan de la concertation (Bilan de la concertation, DCM du 28 12 2005 Révision simplifiée Kermarquer, révision simpl. Kermarquer Bilan Concertation)
- 11- autorisation loi sur l'eau et autorisations nécessaires pour réaliser le projet,

· Le 12 juin 2015 ces dossiers étaient mis à disposition de l'ensemble des conseillers communautaires lors de la séance du Conseil.

- qu'enfin le dossier d'enquête publique est toujours consultable au siège de la Communauté de communes ;

Après avoir entendu le rapport de M. Ronan ALLAIN, Vice-président, Délégué au Développement économique et à la gestion des zones d'activités ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Bureau communautaire DECIDE :

- d'approuver le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la déclaration d'utilité publique pour le projet d'extension du Parc d'Activités de Kermarquer sur la Commune de LA TRINITE-SUR-MER ;

- d'autoriser le Président, ou son représentant, à :

· solliciter auprès du Préfet du Morbihan la mise à l'enquête préalable à déclaration d'utilité publique du projet et au besoin, au cas par cas, la ou les enquêtes parcellaires qui s'avèreraient nécessaires ;

· demander en outre, après enquête publique, que la déclaration d'utilité publique soit prise au bénéfice de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ou de son aménageur, pour le projet d'extension du PA de Kermarquer sur la Commune de LA TRINITE-SUR-MER ;

N° 2015DB/17 – Feuille 4

- engager les procédures d'acquisition amiables, comprises entre 15 000 € et 200 000 € des immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à la réalisation de ce projet et à signer tout compromis ou acte de vente ;
- signer toutes pièces et documents afférents à la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le **10 JUL. 2015**

Le Président

Philippe LE RAY



**Communauté de Communes
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE**

DELIBERATION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 11 MARS 2016

N° 2016DB/11 – Feuille 1

Date de convocation : 3 mars 2016

Membres en exercice : 24	Présents : 19	Votants : 24
--------------------------	---------------	--------------

**Projet d'extension du PA de Kermarquer
sur la Commune de LA TRINITE SUR MER
Lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP)**

L'an deux mille seize, le onze mars à quatorze heures, le Bureau communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, au siège de la Communauté de communes à Auray.

Etaient présents :

Ronan ALLAIN, Annie AUDIC, Jean-Luc CHIFFOLEAU, Bernadette DESJARDINS, Roland GASTINE, Bruno GOASMAT, Guy HERCEND, Bernard HILLIET, Michel JEANNOT, Pascal LE CALVE, Laurence LE DUVEHAT, Lénaïck LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Jean-Maurice MAJOU, Gérard PIERRE, Dominique RIGUIDEL, Fabrice ROBELET, Monique THOMAS, Andrée VIELVOYE.

Absents ayant donné pouvoir : Marie-Claude DEVOIS à Michel JEANNOT, Jean François GUEZET à Jean-Maurice MAJOU, Jessica LE VISAGE à Philippe LE RAY, Aurélie RIO à Fabrice ROBELET, Franck VALLEIN à Dominique RIGUIDEL.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 123-2 ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment l'article L. 110-1 ;

Vu l'arrêté de M. le Préfet du Morbihan du 16 décembre 2015 portant restitution par Auray Quiberon Terre Atlantique des compétences relatives aux « Personnes âgées » et au « Développement et aménagement culturel » aux Communes de Belz, Etel, Erdevén et Locoal-Mendon et modifications des statuts de la Communauté de communes, et notamment son annexe listant les Parcs d'activités d'intérêt communautaire ;

N° 2016DB/11 – Feuille 2

Vu la délibération n°2014DC/61 du Conseil communautaire en date du 25 avril 2014, déléguant aux membres du Bureau communautaire la prise de toutes les mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouverture d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier ;

Vu les délibérations du Conseil communautaire en date du 18 décembre 2015 n°2015DC/128 relative à la mise en conformité des statuts de la Communauté de communes et n°2015DC/129RECT relative à la définition de l'intérêt communautaire d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération n°2015DB/17 du Bureau communautaire en date du 10 juillet 2015 relative au Projet d'extension du PA de Kermarquer sur la Commune de LA TRINITE SUR MER - Lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) ;

Considérant que :

Par décision du Président en date du 9 janvier 2013, la Communauté de communes de la Côte des Mégalithes a confié la réalisation d'un schéma directeur de ses Parcs d'activités et des études pré-opérationnelles pour les Parcs de Kermarquer et du Plasker à un groupement (ARCET, Horizons et Paysages, Pravidex, Siteum, Minier). Ces études ont été conclues en décembre 2013 ;

Conformément à l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bretagne en date du 23 janvier 2014, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact ;

Cette opération permettra l'accueil de nouvelles entreprises, l'extension d'activités existantes sur le Parc, la valorisation des atouts de l'économie nautique locale et le développement des activités dédiées à l'artisanat, au commerce et aux services. La bonne fin de cette opération nécessite que la Communauté de communes soit propriétaire de l'ensemble des parcelles nécessaires au projet ;

L'aménagement des extensions du Parc d'activités de Kermarquer, qui représentent une superficie de 9,81 hectares, s'articule autour de quatre principes majeurs :

- Créer des « villages » d'activités à vocation identifiée : artisanat (secteur nord), activités nautiques (secteur sud - plateforme portuaire), activités tertiaires (est) et services (ouest) ;
- Assurer une continuité et une cohérence avec la zone existante ;
- Assurer un maillage dense de liaisons douces ;
- Intégrer les extensions dans leur environnement naturel ;

Les acquisitions foncières sont désormais nécessaires pour poursuivre la démarche. La Société d'Economie Mixte EADM a recensé l'ensemble des propriétaires concernés par les quatre extensions et engagé des négociations ;

N° 2016DB/11 – Feuille 3

Afin de se donner les moyens de maîtriser les acquisitions foncières pour ce projet, il convient de soumettre à enquête publique environnementale, préalable à la déclaration d'utilité publique, ce dossier, ainsi que de recourir si besoin à une ou des enquêtes parcellaires et à la procédure de fixation judiciaire des indemnités ;

Il appartient au Bureau, dans le cadre des délégations que lui a confiées le Conseil communautaire, de procéder aux formalités relatives au lancement de l'enquête publique ;

Toutes les pièces nécessaires à la compréhension du dossier ont été mises à disposition des membres du Bureau communautaire :

- Le 4 juin 2015 avec la transmission sous forme papier du résumé non technique de l'étude d'impact au titre des articles L. 122-1 à L. 122-3 du Code de l'environnement,

- Le 5 juin 2015 avec la transmission sous forme électronique de l'ensemble du dossier c'est-à-dire :

- 1- Textes qui régissent l'enquête
- 2- Notice explicative
- 3- Plan de situation
- 4- Plan délimitant les immeubles à acquérir ou acquis nécessaires au projet
- 5- Plan général des travaux (plan bassin de rétention, plan réseau d'électricité, plan réseau eaux usées, plan réseau éclairage public, plan réseau télécommunication, plan réseaux AEP)
- 6- Principales caractéristiques des ouvrages les plus importants
- 7- Appréciation sommaire des dépenses - évaluation sommaire et globale
- 8- Etude d'impact (Annexes_29_05_2015, EI-29-05-2015, Résumé non technique 29 05 2015 envoyé sous format papier)
- 9- Avis émis sur le projet
- 10- Bilan de la concertation (Bilan de la concertation, DCM du 28 12 2005 Révision simplifiée Kermarquer, révision simpl. Kermarquer Bilan Concertation)
- 11- Autorisation loi sur l'eau et autorisations nécessaires pour réaliser le projet,

- Le 12 juin 2015 ces dossiers étaient mis à disposition de l'ensemble des Conseillers communautaires lors de la séance du Conseil ;

Le dossier d'enquête publique est toujours consultable au siège de la Communauté de communes ;

Le dossier d'enquête publique environnementale préalable à la DUP du projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer, approuvé par délibération du Bureau communautaire du 10 juillet 2015, a été déposé en préfecture le 16 juillet 2015 ;

La composition de ce dossier est conforme aux dispositions légales néanmoins, afin de renforcer la recevabilité juridique des documents produits, il convient de tenir compte des remarques formulées par le Préfet dans son courrier du 5 octobre 2015 ;

Ainsi, les pièces du dossier d'enquête ont été modifiées conformément à ces remarques ;

Après avoir entendu le rapport de M. Ronan ALLAIN, Vice-président, Délégué au Développement économique et à la gestion des zones d'activités ;

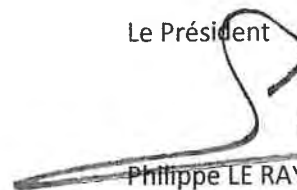
N° 2016DB/11 – Feuille 4

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Bureau communautaire DECIDE :

- d'approuver le dossier d'enquête publique modifié préalable à la déclaration d'utilité publique pour le projet d'extension du Parc d'activités de Kermarquer sur la Commune de LA TRINITE-SUR-MER ;
- d'autoriser le Président et son représentant à :
 - solliciter auprès du Préfet la mise à l'enquête préalable à déclaration d'utilité publique du projet, et au besoin, au cas par cas, la ou les enquêtes parcellaires qui s'avèreraient nécessaires ;
 - demander en outre, après enquête publique, que la déclaration d'utilité publique soit prise au bénéfice de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ou de son aménageur, pour le projet d'extension du PA de Kermarquer sur la Commune de LA TRINITE-SUR-MER ;
- signer toutes pièces et documents afférents à la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le : **- 4 AVR. 2016**

Le Président



Philippe LE RAY

